

**MISE EN OEUVRE ET GESTION DE PRETS BONIFIES
AU PROFIT DES AGENTS DE LA DGAC, DE L'ENAC ET DE METEO-FRANCE**

Cahier des clauses particulières

Numéro de consultation : 2025SDCHR02

Procédure de passation : Procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L.2124-2 du code de la commande publique

Table des matières

Article 1 - IDENTIFICATION.....	4
Article 2 – PREAMBULE - CONTEXTE.....	4
Article 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Article 4 – ALLOTISSEMENT.....	4
Article 5 - PROCEDURE DE PASSATION.....	4
Article 6 - FORME ET ETENDUE DU MARCHE.....	4
Article 7 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 8 - LIEU D'EXECUTION.....	5
Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
10.1 Représentation des parties.....	5
10.2 Conditions d'exécution.....	6
10.3 Obligations du titulaire.....	7
10.4 Responsabilité du titulaire.....	7
10.5 Considérations sociales.....	7
10.6 Considérations environnementales.....	9
10.7 Traitement de données à caractère personnel.....	9
10.8 Clause de réexamen.....	10
10.9 Constatation de l'exécution des prestations.....	10
10.10 Pénalités.....	10
Article 11 - REGIME FINANCIER.....	11
11.1 Forme et contenu de la rémunération.....	11
11.2 Variation de la rémunération.....	12
11.3 Modalités financières.....	12
Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	15
12.1 Echanges dématérialisés.....	15
12.2 Langue.....	15
12.3 Sous-traitance.....	15
12.4 Assurance.....	15
12.5 Autres obligations administratives.....	16
12.6 Résiliation.....	16
12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	16
12.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	16
12.9 Différends.....	18
12.10 Litiges et contentieux.....	18
Article 13 – DEROGATIONS AU CCAG.....	18
Article 14 – PRESTATIONS ATTENDUES.....	19
14.1 Nature des opérations financées par les prêts bonifiés.....	20

14.2 Montants, durées et taux de bonification des prêts bonifiés	21
14.3 Procédure de mise en œuvre des prêts bonifiés	23
14.4 Dispositions relatives à la gestion des prêts bonifiés.....	24

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION

Ministère chargé des transports

Direction générale de l'aviation civile (DGAC)

Secrétariat général (SG)

50 rue Henry Farman

75 720 Paris cedex 15

Siret : 120 064 019 00074

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la secrétaire générale de la DGAC ou son représentant.

ARTICLE 2 – PREAMBULE - CONTEXTE

Dans le cadre de son action sociale, la direction générale de l'aviation civile (DGAC) met en place depuis plusieurs années, une aide financière permettant à ses agents ainsi qu'aux agents de l'école nationale de l'aviation civile (ENAC), sous certaines conditions, d'accéder à la propriété de leur résidence principale par le biais d'un prêt immobilier bonifié (PIB) et d'y effectuer certains travaux par le biais d'un prêt travaux bonifié (PTB). Dans ce cadre, la DGAC assure le paiement d'une bonification de 2% ou de 3%, en fonction des revenus des agents, leur permettant d'obtenir un prêt avec un taux d'intérêt réduit par rapport aux taux habituellement constatés sur le marché.

La DGAC met également en place une aide financière qui permet à ses agents, aux agents de l'ENAC ainsi qu'aux agents de Météo-France, d'accéder à des prêts à la consommation avec un taux d'intérêt nul ou réduit par rapport aux taux habituels du marché, dits « prêts à caractère social bonifiés » (PSB). Dans ce cadre, la DGAC assure la prise en charge totale des intérêts du prêt ou le paiement d'une bonification de 2% ou de 3%, en fonction des revenus des agents et de la catégorie du prêt.

ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en œuvre et la gestion de prêts immobiliers bonifiés et de prêts travaux bonifiés, au profit des agents de la DGAC et de l'ENAC, ainsi que de prêts à caractère social bonifiés au profit des agents de la DGAC, de Météo-France et de l'ENAC.

Il porte sur des prestations de services.

Code(s) CPV de la consultation :

- 66120000-7 Services bancaires d'investissement et services connexes
- 66113000-5 Services de concession de crédit
- 66110000-4 Services bancaires

ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT

Les prestations ne sont pas alloties. Elles sont détaillées à l'article « PRESTATIONS ATTENDUES » du présent cahier des clauses particulières (CCP).

ARTICLE 5 - PROCEDURE DE PASSATION

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L.2124-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire.

Il s'exécute par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'estimation du montant total des bons de commandes, reconductions et révisions des taux d'intérêt incluses, est de 3 477 000,00 € HT. Il s'agit d'une estimation. Aucun montant minimum d'achat n'est fixé.

Le montant global maximum, reconductions et révisions des taux d'intérêt incluses, est fixé à 4 000 000,00 € HT. L'accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets s'il atteint ce montant maximum, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

ARTICLE 7 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois qui court à compter de la date de sa notification. La date de la notification constitue la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre est reconductible tacitement 3 fois par nouvelles périodes de 12 mois, sans que sa durée maximale ne puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, le titulaire en est avisé au plus tard 2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Dans cette hypothèse, les bons de commande émis avant la date de fin de validité de l'accord-cadre, continuent à s'exécuter jusqu'à l'admission des prestations.

ARTICLE 8 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées principalement dans les locaux du titulaire ou, le cas échéant, dans les locaux de la DGAC. Le titulaire est tenu d'indiquer, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, le ou les autres lieux d'exécution des prestations.

ARTICLE 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) daté et signé électroniquement ;
- Les 3 annexes à l'acte d'engagement, détaillant les conditions tarifaires des prêts (1 par type de prêt) ;
- La fiche relative à la clause d'insertion par l'activité économique, dûment renseignée ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG FCS) publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021, modifié, téléchargeable sur Légifrance à l'adresse ci-dessous :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- L'offre technique du titulaire, comportant 3 cadres de réponse (1 par type de prêt) ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les autorisations administratives de dépôt de prêt valant bons de commande ;
- Les échanges écrits comportant des éléments impactant le bon déroulement des prestations.

Dans le cas où l'entreprise titulaire introduirait dans les dossiers de prêt, des clauses restrictives, même imposées par elle habituellement à sa clientèle, soit par l'utilisation d'imprimés particuliers, soit de toute autre manière, il est formellement convenu que ces clauses sont nulles et sans valeur au regard du présent accord-cadre.

ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'acheteur

L'acheteur est représenté par le chef du bureau de l'action sociale individuelle et collective, de la sous-direction des compétences et des ressources humaines du secrétariat général de la DGAC (DGAC/SG/SDCRH/ASIC), ainsi que son adjointe. Ils sont chargés du suivi de l'exécution des prestations du présent accord-cadre. Leurs coordonnées sont communiquées au titulaire après la notification de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre, pour le représenter.

L'acheteur notifie toute modification concernant sa représentation.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur privilégié (chargé de clientèle, responsable de projet, ...) et un suppléant, habilités à le représenter auprès de l'acheteur pour toute question relative à l'exécution du présent accord-cadre. Ces représentants sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG FCS, dans l'offre du titulaire : nom, prénom, qualité, adresse électronique, téléphone fixe et mobile.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre, pour le représenter.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'acheteur, de toute modification d'interlocuteur désigné pour le représenter.

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 30 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

10.2.2 Pilotage

Dès notification de l'accord-cadre, sur invitation du représentant de l'acheteur, le titulaire participe en visioconférence ou dans les locaux de la DGAC, à une réunion de lancement de l'accord-cadre, à laquelle est associé le représentant de l'EPEC (Ensemble Paris Emploi Compétences) au titre de l'article « Considérations sociales » du présent CCP.

Dans le cadre du suivi de l'exécution de l'accord-cadre, une réunion semestrielle (en visioconférence ou dans les locaux de la DGAC) est programmée entre le titulaire et le représentant de l'acheteur afin d'effectuer un point sur le dispositif mis en place.

Par ailleurs, le représentant de l'acheteur peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant, le représentant de l'EPEC, des réunions de suivi de la clause d'insertion par l'activité économique présentée à l'article « Considérations sociales » du présent CCP.

10.2.3 Emission des autorisations administratives de dépôt de prêt valant bons de commande

Les autorisations administratives de dépôt de prêt établies par la DGAC, ont valeur de bons de commande.

Elles sont notifiées au titulaire par les agents qui en bénéficient lorsqu'ils déposent leur dossier de demande de prêt. Le titulaire doit systématiquement accuser réception des dossiers de demande de prêt.

Lorsque le titulaire estime que les autorisations administratives qui lui sont notifiées appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 15 jours suivant la date de leur réception, sous peine de forclusion, conformément au CCAG de référence. En cas de groupement d'opérateurs économiques, seul le mandataire du groupement a qualité pour formuler des observations.

Les autorisations administratives de dépôt de prêt valant bons de commande peuvent être notifiées au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, et leur exécution se poursuit jusqu'à l'admission des prestations.

La résiliation de l'accord-cadre ou sa non-reconduction, ne remet pas en cause la validité des autorisations administratives notifiées au titulaire avant la fin de validité de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.2.4 Délais d'exécution

Les délais d'exécution, ainsi que le point de départ des délais d'exécution, sont ceux proposés par le titulaire dans son offre. Ils sont contractuels.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge les délais d'exécution dans les conditions prévues au CCAG de référence. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits

dans les 15 jours de leur apparition et avant l'expiration des délais contractuels. Il indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose d'un délai de 15 jours pour lui notifier sa décision.

10.3 Obligations du titulaire

10.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations. Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

10.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

10.3.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

10.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la conclusion de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

10.5 Considérations sociales

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une **clause d'insertion par l'activité économique**, constitutive d'une condition d'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire réalise une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion relèvent impérativement de l'une des catégories suivantes :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ou leurs ayants droit
- Allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), de l'allocation veuvage (AV)
- Personnes percevant une pension d'invalidité
- Publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L.5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- Personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et

Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »

- Personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- Personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
- Autres personnes rencontrant des difficultés particulières, qui peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi

Un volume horaire de travail de **350 heures minimum par année d'exécution du présent accord-cadre**, leur est obligatoirement réservé.

10.5.1 Modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion

L'action mise en œuvre par le titulaire s'inscrit entre la date de notification du présent accord-cadre et sa fin de validité.

A la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un responsable de l'action d'insertion, qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC – Ensemble Paris Emploi Compétences - pour la mise en œuvre.

L'objectif fixé peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- ✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

Le titulaire recrute notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage), des publics définis ci-dessus. Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire sont comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante de l'accord-cadre, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin de l'accord-cadre). Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- ✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

Le titulaire fait appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée de l'accord-cadre. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- ✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée

Le titulaire sous-traite ou cotaite des prestations en lien avec l'objet de l'accord-cadre, à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

10.5.2 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC :

Ensemble Paris Emploi Compétences

Valentin SOUCHARD

Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises

valentin.souchard@epec.paris / 07 57 76 85 71

Dans ce cadre, l'EPEC :

- Informe le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale
- Accompagne l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC)
- Accompagne l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation
- Organise le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées
- Informe et oriente l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité de l'accord-cadre
- Suit la bonne exécution de la clause d'insertion

10.5.3 Modalités de contrôle

L'EPEC effectue un contrôle de l'exécution de la clause d'insertion par l'activité économique, à deux niveaux :

- un contrôle de l'éligibilité des publics
- un contrôle de l'exécution des heures

Pour le contrôle de l'éligibilité des publics, le titulaire est tenu de transmettre à l'EPEC certaines pièces justificatives. Une liste mentionnant ces pièces justificatives, à fournir en fonction des critères d'éligibilité, sera transmise au titulaire après la notification de l'accord-cadre.

A la demande du représentant de l'acheteur, le titulaire fournit à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

L'ensemble de ces éléments nécessaires au contrôle de l'exécution de la clause d'insertion, est adressé au représentant de l'acheteur, au pôle achat du secrétariat général de la DGAC (pmi-dgac@aviation-civile.gouv.fr), ainsi qu'au chargé de projets clauses sociales et relation entreprises de l'EPEC, mentionné ci-dessus. L'absence ou le refus de transmission des éléments nécessaires au contrôle de l'exécution de la clause d'insertion, entraîne l'application des pénalités prévues à l'article « Pénalités » ci-dessous du présent CCP.

En tout état de cause, le titulaire informe le représentant de l'acheteur de toute difficulté qu'il rencontre pour faire face à son engagement d'insertion, par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Dans ce cas, l'EPEC étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

Le titulaire, ou le cas échéant, le représentant de l'EPEC, rédige un bilan final dans le mois précédent la fin de l'exécution de l'accord-cadre, transmis au représentant de l'acheteur.

A l'issue de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution de l'accord-cadre.

10.6 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. Ainsi l'ensemble des documents relatifs à l'exécution du présent accord-cadre (listes des autorisations administratives de dépôt de prêt, tableaux de suivi, etc.) est transmis sous forme dématérialisée et la visioconférence est privilégiée pour toutes les réunions (lancement et suivi de l'exécution de l'accord-cadre, suivi de la clause d'insertion par l'activité économique, présentation du dispositif aux agents, etc.).

10.7 Traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Dans le cadre du présent accord-cadre, il s'engage notamment à :

- Traiter les données uniquement pour la mise en œuvre et la gestion des prêts
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées
- Veiller à ce que ses personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel, s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

Le cas échéant, le titulaire s'assure que ses sous-traitants présentent les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement des données réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, les données à caractère personnel transmises par l'acheteur sont détruites.

10.8 Clause de réexamen

En application des articles R.2194-1, R.2194-2 et R.2194-6 du code de la commande publique, il est prévu une clause de réexamen dans les circonstances suivantes :

- En cas de modification d'imputation budgétaire intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre : la modification est prise en compte par ordre de service transmis au titulaire par l'acheteur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant à l'accord-cadre.
- En cas de modification des taux de bonification, des durées de remboursement, de la nature et des montants des opérations financées par les prêts bonifiés, objets du présent accord-cadre, l'acheteur et le titulaire conviennent le cas échéant par avenant, des modalités d'exécution et de prise en charge financière, sur la base de propositions et de justificatifs fournis par le titulaire.
- En cas de prestations complémentaires devenues nécessaires à la réalisation des prestations, l'acheteur et le titulaire conviennent le cas échéant par avenant, des modalités d'exécution et de prise en charge financière, sur la base de propositions et de justificatifs fournis par le titulaire.
- Lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial de l'accord-cadre du fait d'une cession du marché public ou à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, sous réserve que les autres conditions de l'accord-cadre demeurent inchangées. Dans ces circonstances, après avoir été informée par le titulaire de l'accord-cadre de la situation, la direction générale de l'aviation civile signifie par écrit (courriel) son accord de principe à la substitution du titulaire initial. Le nouveau titulaire devra remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial. Pour effectuer le transfert de l'accord-cadre, la direction générale de l'aviation civile envoie au titulaire un acte de transfert à remplir et à lui retourner signé. La substitution effective s'opérera à compter de la signature par la direction générale de l'aviation civile de l'acte de transfert qui lui aura été remis, sous réserve que le nouveau titulaire lui ait transmis l'ensemble des documents administratifs demandés dans l'acte de transfert.
- En cas de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché. Conformément à l'article 25 du CCAG de référence, le titulaire et l'acheteur examinent les conséquences de cette circonstance et conviennent, le cas échéant, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts induits sur la base des justificatifs fournis par le titulaire.

10.9 Constatation de l'exécution des prestations

10.9.1 Contrôle

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG de référence, le contrôle de la bonne exécution des prestations est réalisé par l'acheteur, à partir des factures établies par le titulaire (mensuellement pour les PIB et PTB, et trimestriellement pour les PSB) et des tableaux récapitulatifs qui les accompagnent obligatoirement.

Le contrôle consiste à vérifier :

- qu'une date de décaissement des fonds à destination des emprunteurs a bien été déclarée par le titulaire
- le calcul du montant des bonifications facturées à la DGAC

Chaque facture précise la date de déblocage des crédits et est adressée à l'acheteur dans les 10 jours ouvrés suivant le terme de la période qu'elle recouvre. La vérification des montants facturés est effectuée par l'acheteur à l'aide d'un simulateur mis à sa disposition par le titulaire, reprenant l'ensemble des éléments de calcul de la bonification.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG de référence, l'acheteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de la réception de la facture pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision.

10.9.2 Décision

Par dérogation à l'article 30 du CCAG de référence, le contrôle de l'exécution des prestations du présent accord-cadre ne peut conduire qu'aux deux types de décisions suivantes : admission et rejet.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG de référence, la constatation du service fait, matérialisée par la saisie du service fait dans l'outil financier de l'acheteur, vaut décision d'admission des prestations. A défaut de décision prise dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme admises à la date d'expiration dudit délai.

10.10 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du GGAC de référence, les pénalités sont dues dès le premier euro et leur montant n'est pas plafonné.

10.10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, en cas de non-respect du délai contractuel pour l'émission d'une offre préalable de prêt, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard.

10.10.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, en cas de non-respect des termes de l'autorisation administrative de dépôt de prêt établie par l'acheteur et à l'exclusion des cas où le taux applicable fait l'objet d'une révision entre la date d'établissement de l'autorisation et la date de réception par le titulaire de la demande de prêt, aucune bonification n'est versée par l'acheteur.

10.10.3 Pénalités liées aux considérations sociales

Conformément à l'article 16.1.5 du CCAG de référence, en cas de non-respect des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion par l'activité économique prévue au présent CCP, les pénalités encourues par le titulaire sont les suivantes :

- 60 euros par heure d'insertion non réalisée
- 75 euros par jour ouvré de retard de transmission des attestations et justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, à compter de la date de mise en demeure par l'acheteur

ARTICLE 11 - REGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu de la rémunération

Pour chaque prêt accordé et géré par le titulaire en application du présent accord-cadre, après acceptation définitive de l'offre de prêt par l'emprunteur, le titulaire perçoit à titre de rémunération, la bonification prise en charge par la DGAC.

Le montant de la bonification d'un prêt dépend notamment :

- de la durée du prêt
avec un maximum de 144 mois pour les PIB, 120 mois pour PTB et 60 mois pour les PSB
- du taux de bonification accordé par la DGAC dans l'autorisation administrative de dépôt de prêt
2% ou 3% pour les PIB et les PTB
2%, 3% ou 100% pour les PSB
- du taux d'intérêt du prêt en vigueur, fixé dans les conditions tarifaires annexées à l'acte d'engagement

La rémunération du titulaire au titre du présent accord-cadre, est versée sous la forme d'un capital mensuel qui est égal à la somme des bonifications des prêts dont les fonds ont été débloqués au profit des emprunteurs, dans le mois considéré.

Les bonifications sont réputées inclure tous les frais afférents à la réalisation des prestations de l'accord-cadre. La mise en place des prêts bonifiés ne donne ainsi lieu à aucun frais (dossier, accueil des demandeurs, gestion, facturation) ni aucune caution, y compris lorsque la demande de prêt n'aboutit pas (refus de prêt, annulation de la demande, etc.). Ne sont en particulier pas pris en compte, les frais liés aux assurances nécessaires, ainsi que les frais liés à des impayés, cessions de créance et autres survenants après la délivrance du prêt. A ce titre le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Le cadre de réponse figurant dans l'offre du titulaire précise pour chaque type de prêt (PIB, PTB et PSB), le mode de calcul exact du montant de la bonification.

Le montant des bonifications est établi en Euros.

11.2 Variation de la rémunération

Le montant de la bonification dépend notamment du taux d'intérêt des prêts.

Les taux d'intérêt des prêts proposés par le titulaire dans les conditions tarifaires annexées à l'acte d'engagement et permettant le calcul des bonifications, sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise de l'offre du titulaire.

Ils sont révisables :

- Au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année pour les PIB
- Au 1^{er} janvier de chaque année pour les PTB et les PSB

Le taux d'intérêt applicable à un prêt est dénommé : taux de référence du prêt. Il correspond au taux d'intérêt figurant dans les conditions tarifaires annexées à l'acte d'engagement, en vigueur à la date de réception par le titulaire de la demande de prêt. Le taux de référence du prêt reste fixe pendant toute la durée de remboursement du prêt.

Le cadre de réponse figurant dans l'offre du titulaire précise pour chaque type de prêt (PIB, PTB et PSB), les modalités permettant de déterminer les taux d'intérêt ainsi que les modalités de leur révision.

L'évolution du taux des prêts ne peut en aucun cas, être supérieure à l'évolution du taux effectif moyen pratiqué par les établissements de crédits pour les prêts aux particuliers.

Le titulaire notifie les taux révisés au représentant de l'acheteur par courriel, au plus tard 15 jours ouvrés avant la date de révision telle que fixée ci-dessus. Cette notification s'accompagne obligatoirement d'une mise à jour des conditions tarifaires annexées à l'acte d'engagement et de la communication du taux effectif moyen pratiqué par les établissements de crédits pour les prêts aux particuliers.

A défaut de notification des taux révisés dans le délai imparti ou à défaut de communication, dans le délai imparti, d'une mise à jour des conditions tarifaires annexées à l'acte d'engagement et du taux effectif moyen pratiqué par les établissements de crédits pour les prêts aux particuliers, le titulaire est réputé renoncer à la révision pour la période considérée, sans préjudice des révisions des périodes suivantes.

La validation par l'acheteur de la révision des taux, se matérialise par la substitution des conditions tarifaires mises à jour, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant. Cette validation est réputée acquise dès lors qu'aucune observation n'est notifiée au titulaire par l'acheteur dans le délai de 15 jours ouvrés suivants la notification des taux révisés.

11.3 Modalités financières

11.3.1 Paiement

La transmission d'une facture établie et transmise conformément aux dispositions de l'article « Modalités de facturation » du présent CCP, vaut demande de paiement émise par le titulaire telle que mentionnée dans le CCAG de référence.

Par dérogation aux articles 11.5 et 11.7.1 du CCAG de référence, la demande de paiement peut être adressée à l'acheteur dès la mise à disposition effective des fonds au profit de l'emprunteur.

Le paiement des prestations intervient sur demande de paiement émise par le titulaire et après décision d'admission des prestations par l'acheteur. La constatation du service fait par l'acheteur, matérialisée par la saisie du service fait dans l'outil financier, vaut décision d'admission des prestations par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement sur le compte du titulaire ou, le cas échéant, du membre du groupement d'opérateurs économiques ou du sous-traitant admis au paiement direct.

11.3.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le comptable assignataire compétent est le suivant :

L'agent comptable principal du budget annexe contrôle et exploitation aériens
Direction générale de l'aviation civile
50 rue Henry Farman
75720 Paris Cedex 15
Tél : 01-58-09-46-76

11.3.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

11.3.4 Modalités de facturation

Seules les bonifications relatives aux offres de prêt définitivement acceptées et dont les fonds ont été versés à l'emprunteur, donnent lieu à facturation.

Les factures valant demandes de paiement, sont établies par le titulaire :

- mensuellement pour ce qui concerne les PIB et les PTB
- trimestriellement pour ce qui concerne les PSB

Elles sont obligatoirement accompagnées de leurs tableaux récapitulatifs nécessaires au contrôle de la bonne exécution des prestations par l'acheteur, ainsi que de la copie des autorisations administratives de dépôt de prêt délivrées par la DGAC, incluant le coupon signé par l'emprunteur et le cas échéant par le co-emprunteur.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures dématérialisées comprennent les mentions suivantes :

- le numéro et la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur de la facture
- la désignation du destinataire de la facture avec mention du numéro d'identification intracommunautaire de la DGAC : FR 29 120 064 019
- la référence de l'accord-cadre
- le numéro du bon de commande (ou numéro d'engagement juridique)
- le code du service exécutant (code SE communiqué après la notification de l'accord-cadre)
- le détail des différents prêts accordés et le montant de bonification correspondante
- les références du compte bancaire à créditer (du titulaire ou, le cas échéant, du membre du groupement d'opérateurs économiques ou du sous-traitant admis au paiement direct)

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue exclusivement par voie dématérialisée dans Chorus Pro.

Attention : dans Chorus-Pro, la DGAC est considérée comme un service "hors Etat", il faudra cocher "non" dans la zone "le destinataire est-il un service de l'Etat ?"

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de déposer ses factures sur le portail ou de saisir directement ses factures depuis le portail.

- Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

- Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter les portails internet suivants :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

11.3.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de produire un état annuel de la consommation, tous types de prêts confondus, et d'alerter le représentant de l'acheteur lorsque celle-ci atteint 80% du montant maximum prévu à l'article « FORME ET ETENDUE DU MARCHE » du présent CCP.

11.3.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières de l'accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique.
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix.
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées à la rémunération, aux conditions tarifaires ou aux clauses de révision des taux, font l'objet d'une convention d'indemnisation signée par les deux parties.

La durée de cette convention est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans la convention.

La convention d'indemnisation conclue sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

12.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectue en français.

12.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent, téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

Le titulaire ou le cas échéant, le groupement d'opérateurs économiques, doit inclure dans ses contrats de sous-traitance les clauses du présent CCAP, notamment celles concernant la propriété intellectuelle, la confidentialité et le secret des affaires.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire, notamment en termes de contrat d'assurance.

12.4 Assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- aux décisions éventuelles des tribunaux concernant sa situation financière : placement en situation de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées au représentant de l'acheteur à l'adresse suivante : pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Sur demande de l'acheteur, tous les six mois à partir de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution, le titulaire met à disposition les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Ces documents sont transmis par le titulaire sur la boîte fonctionnelle suivante : pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPS » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail.
- une attestation sur l'honneur certifiant que le co-contractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du co-contractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence : résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, résiliation pour faute du titulaire ou résiliation pour motif d'intérêt général.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : manquement grave et répété à l'engagement d'insertion prévu à l'article « Considérations sociales » du présent CCP, non-respect du RGPD, non-respect de la clause de confidentialité du présent CCP.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

12.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien

que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

12.8.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L.4531-1 du code du travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

12.8.2 Suspension de l'exécution des prestations à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant. En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile. L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension. Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension. Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations. Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre, les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ainsi que la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

12.8.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

12.8.4 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter les prestations

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L.2195-2 du code de la commande publique. Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

12.8.5 Indemnisation à la suite de l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées. Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) et de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

12.8.6 Indemnisation en cas de poursuite de l'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques. Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée. Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire. Le pourcentage est de 20 % si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution de l'accord-cadre.

12.8.7 Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (Ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...). Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

12.8.8 Modalités de communication en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

12.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

12.10 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris, situé 7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 4.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG FCS, CCAG de référence, sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-après.

Article du CCP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaires
10.1.2 Représentation du titulaire	3.4.1	Le titulaire désigne un interlocuteur privilégié et un suppléant pour le représenter auprès de l'acheteur (nom, profil et coordonnées) pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, dans son offre (et non à la notification de l'accord-cadre).
10.9.1 Contrôle	27 à 29 28.2	Le contrôle s'effectue à partir des factures établies par le titulaire, accompagnées des tableaux récapitulatifs. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours (et non de 15 jours) pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision.
10.9.2 Décision	30	Seuls 2 types de décisions peuvent être prises à l'issue du contrôle de l'exécution des prestations : admission et rejet. La constatation du service fait, matérialisée par la saisie du service fait dans l'outil financier, vaut décision d'admission des prestations.
10.10 Pénalités	14.1.2 14.1.3	Le montant des pénalités dues n'est pas plafonné. Les pénalités sont dues dès le 1er euro.
10.10.1 Pénalités de retard	14.1.1	50 € par jour ouvré de retard en cas de non-respect du délai contractuel pour l'émission d'une offre de prêt.
10.10.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations	14.1.1	Aucune bonification n'est versée par l'acheteur en cas de non-respect des termes de l'autorisation administrative de dépôt de prêt établie par lui (à l'exclusion des cas où le taux applicable fait l'objet d'une révision entre la date d'établissement de l'autorisation et la date de réception par le titulaire de la demande de prêt).
11.3.1 Paieement	11.5 et 11.7.1	La demande de paiement peut être adressée à l'acheteur dès la mise à disposition des fonds au profit de l'emprunteur, avant la décision d'admission des prestations.
12.6 Résiliation	40	En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

ARTICLE 14 – PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre, sont **la mise en œuvre et la gestion**, telles que décrites au présent article, **de trois types de prêts dits bonifiés**, c'est-à-dire de prêts avec une prise en charge financière par la DGAC (appelée « bonification ») d'une partie ou de la totalité du montant des intérêts dus par les emprunteurs.

Avec ce dispositif de prêts bonifiés, la DGAC entend permettre à ses agents, sous réserve qu'ils remplissent certaines conditions définies en interne DGAC, de bénéficier de prêts à taux réduits par rapport aux taux habituellement constatés sur le marché.

Les trois types de prêt sont les suivants :

- **Le prêt immobilier bonifié (PIB)**
Il a pour objectif de permettre aux agents actifs de la DGAC et de l'ENAC, affectés en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon d'acquérir ou de faire construire leur résidence principale.
- **Le prêt travaux bonifié (PTB)**
Il a pour objectif de permettre aux agents actifs et retraités de la DGAC et de l'ENAC, en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon, d'entreprendre des travaux de gros œuvre ou de second œuvre, hors finitions, pour leur résidence principale.
- **Le prêt à caractère social bonifié (PSB)**
Il a pour objectif de permettre aux agents actifs et retraités, bénéficiaires de l'action sociale commune de la DGAC, de l'ENAC et de Météo-France, de financer des services et des biens nécessaires à la vie quotidienne ou à l'amélioration du cadre de vie. Il peut également, sous certaines conditions, être attribué

dans le cadre d'une demande d'aide exceptionnelle auprès des comités locaux d'action sociale.

La détermination de l'éligibilité des agents aux différents types de prêts bonifiés, relève de la compétence exclusive du bureau de l'action sociale individuelle et collective, de la sous-direction des compétences et des ressources humaines du secrétariat général de la DGAC (DGAC/SG/SDCRH/ASIC), qui leur délivre le cas échéant, une autorisation administrative de dépôt de prêt.

La décision d'accorder un prêt, sur la base de critères financiers et du motif du prêt, et dans le strict respect des conditions indiquées dans l'autorisation administrative de dépôt de prêt par la DGAC, relève de la compétence exclusive du titulaire.

Les trois types de prêt doivent pouvoir être accordés, le cas échéant, à un emprunteur et un co-emprunteur : conjoint(e), partenaire de PACS ou concubin(e) notoire.

A titre indicatif, le nombre d'agents susceptibles de bénéficier des prêts bonifiés mis en œuvre dans le cadre du présent accord-cadre figure dans le tableau ci-dessous :

	DGAC	ENAC	Météo-France
PIB - Agents actifs	10 500	950	
PTB - Agents actifs et retraités	13 875	1 255	
PSB - Agents actifs et retraités	13 875	1 255	3 303

A titre indicatif, le bilan de l'exécution 2024 du précédent accord-cadre est synthétisé dans le tableau ci-dessous :

	Bilan 2024 - Prêts bonifiés				
	Demandes de prêts	Prêts refusés par le titulaire	Prêts accordés par le titulaire	Montant TTC des prêts accordés	Montant TTC des bonifications
PIB	222	29	95	3 424 000 €	465 427 €
PTB	46	2	29	823 390 €	76 557 €
PSB	31	8	20	93 675 €	6 711 €
TOTAL	299	39	144	4 341 065 €	548 695 €

Pour les demandes de PIB en 2024 :

- 55% de demandes de prêt de 40 000 € et 34% de 32 000 €
- 85% de demandes de prêts sur 144 mois (durée maximale)

Pour les demandes de PTB en 2024 :

- 38% de demandes de prêt entre 20 000 et 25 000 € ; 28 % de 40 000 € ; 21% de 32 000 €
- 79% de demandes de prêts sur 120 mois (durée maximale)

Pour les demandes de PSB en 2024 :

- 50% de demandes de prêt sont des demandes de 5 000 € ; 35% sont des demandes de moins de 5 000 € et 15% sont des demandes de plus de 5 000 €
- 30% de demandes de prêts sont sur 60 mois (durée maximale) ; 30% sont sur 48 mois ; 15% sont sur 36 mois ; 15% sur 24 mois

A titre indicatif : au 1^{er} semestre 2025, une inflation de + 88% des demandes de PIB/PTB est constatée par rapport au 1^{er} semestre 2024.

14.1 Nature des opérations financées par les prêts bonifiés

14.1.1 Prêt immobilier bonifié - PIB

Les opérations immobilières financées par le PIB peuvent concerner, hors frais de notaire :

- la construction de la résidence principale (avec ou sans achat d'un terrain)
- l'acquisition de la résidence principale
- Un rachat de soultte ou une cession de droit indivis

Le PIB ne peut pas financer le seul achat d'un terrain destiné à une construction future.

La résidence est obligatoirement située en France Métropolitaine, dans les départements d'outre-mer ou à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le bien acquis ou construit devient obligatoirement la résidence principale, immédiate et permanente de l'agent. La condition d'immédiateté ne s'applique pas dans certaines situations, par exemple dans le cas d'une construction ou d'un achat en VEFA, d'un départ à la retraite dans les 6 ans qui suivent la demande d'éligibilité au PIB, d'une mutation effective dans l'année qui suit la demande d'éligibilité, d'une demande d'un agent logé par nécessité absolue/utilité de service ou par convention d'occupation précaire (sous réserve qu'il libère le logement concerné).

14.1.2 Prêt travaux bonifié - PTB

Les opérations financées par le PTB concernent exclusivement les constructions habitables situées sur l'emprise du terrain de la propriété de l'agent qui constitue sa résidence principale, immédiate et permanente.

Les opérations financées par le PTB peuvent être, hors finitions :

- des travaux de gros œuvre
- des travaux de second œuvre

Sont exclus du dispositif du PTB : les garages ; les structures temporaires, modulables ou en Kit ; toute construction habitable non située sur l'emprise du terrain de la résidence principale.

14.1.3 Prêt à caractère social bonifié - PSB

Les opérations financées par le PSB peuvent concerner :

- un prêt exceptionnel, sans objet prédéterminé mais avec objectif de service social
- des frais médicaux et l'achat de matériel spécialisé
- des frais liés à un décès
- l'achat ou la réparation de véhicule
- des frais de changement de situation familiale
- des frais d'études
- des frais de justice
- un dépôt de garantie
- des frais de déménagement
- des frais de double loyer
- des frais de rénovation de la résidence principale
- l'achat d'équipement ménager ou de mobilier de première nécessité

Le PSB peut également être attribué, sous certaines conditions, pour répondre à une demande d'aide financière exceptionnelle, formulée auprès des comités locaux d'action sociale de la DGAC.

14.2 Montants, durées et taux de bonification des prêts bonifiés

Le montant, la durée de remboursement et le taux de bonification du prêt bonifié sont précisés dans l'autorisation administrative de dépôt de prêt et s'imposent au titulaire.

En cas de non-respect des termes de l'autorisation administrative par le titulaire, aucune bonification ne lui est versée par la DGAC.

14.2.1 Prêt immobilier bonifié - PIB

Le montant minimum du PIB est de 7 500 euros et le montant maximal est de 50 000 euros.

Sa durée de remboursement est comprise entre 36 et 144 mois.

La DGAC prend en charge 2% ou 3% du taux d'intérêt de référence contractuel, en vigueur à la date de réception par le titulaire de la demande de prêt.

Néanmoins si le taux de référence contractuel est strictement inférieur au taux de bonification accordé par la DGAC, cette dernière prend en charge la totalité du taux de référence contractuel au titre de la bonification et un prêt à taux zéro est proposé aux agents. Exemple : si le taux de référence contractuel est fixé à 2,73%, les agents bénéficiant d'un taux de bonification de 3% se voient proposer un prêt à taux zéro, la DGAC prenant en charge la totalité du montant des intérêts des prêts. Les agents bénéficiant d'un taux de bonification de 2% se voient

proposer un prêt avec un taux emprunteur de 0,73%, la DGAC prenant en charge 2% du taux d'intérêt de référence contractuel au titre de la bonification.

14.2.2 Prêt travaux bonifié - PTB

Le montant minimum du PTB est de 7 500 euros et le montant maximal est de 40 000 euros.

Sa durée de remboursement est comprise entre 36 et 120 mois.

La DGAC prend en charge 2% ou 3% du taux d'intérêt de référence contractuel, en vigueur à la date de réception par le titulaire de la demande de prêt.

Néanmoins si le taux de référence contractuel est strictement inférieur au taux de bonification accordé par la DGAC, cette dernière prend en charge la totalité du taux de référence contractuel au titre de la bonification et un prêt à taux zéro est proposé aux agents. Exemple : si le taux de référence contractuel est fixé à 2,73%, les agents bénéficiant d'un taux de bonification de 3% se voient proposer un prêt à taux zéro, la DGAC prenant en charge la totalité du montant des intérêts des prêts. Les agents bénéficiant d'un taux de bonification de 2% se voient proposer un prêt avec un taux emprunteur de 0,73%, la DGAC prenant en charge 2% du taux d'intérêt de référence contractuel au titre de la bonification.

	Prêt Immobilier Bonifié	Prêt Travaux Bonifié
Montant minimum	7 500 €	
Montant maximum	50 000 €	40 000 €
Durée minimum	36 mois	
Durée maximum	144 mois	120 mois
Bonification de 2%	x	
Bonification de 3%	x	
Bonification de 100%	si le taux de référence contractuel est strictement inférieur au taux de bonification accordé	

14.2.3 Prêt à caractère social bonifié - PSB

Le montant minimum des PSB est de 400 euros. Le montant maximum est de 5 000 euros, à l'exception du prêt pour frais d'études dont le montant maximum est fixé à 7 500 euros et du prêt pour frais médicaux et achat de matériel spécialisé qui peut atteindre 10 000 euros.

Le montant emprunté est arrondi à la centaine d'euros inférieure lorsque le financement est sollicité à l'euro près (exemple : 9 026 euros demandés deviennent 9 000 euros).

La durée de remboursement des PSB peut être comprise entre 12 et 60 mois.

La DGAC prend en charge la totalité du taux de référence contractuel au titre de la bonification pour les prêts exceptionnels, les prêts pour frais médicaux et achat de matériel spécialisé ainsi que pour les prêts pour frais liés à un décès. Un prêt à taux zéro est donc proposé aux agents.

Pour les autres PSB, la DGAC prend en charge 2% ou 3% du taux d'intérêt de référence contractuel en vigueur.

Néanmoins si le taux de référence contractuel est strictement inférieur au taux de bonification accordé par la DGAC, cette dernière prend en charge la totalité du taux de référence contractuel au titre de la bonification et un prêt à taux zéro est proposé aux agents. Exemple : si le taux de référence contractuel est fixé à 2,73%, les agents bénéficiant d'un taux de bonification de 3% se voient proposer un prêt un taux zéro, la DGAC prenant en charge la totalité du montant des intérêts des prêts. Les agents bénéficiant d'un taux de bonification de 2% se voient proposer un prêt avec un taux emprunteur de 0,73%, la DGAC prenant en charge 2% du taux d'intérêt de référence contractuel au titre de la bonification.

PSB	Prêts à taux zéro pour les agents		
	prêt exceptionnel	frais médicaux, matériel spécialisé	décès
Montant minimum	400 €		
Montant maximum	5 000 €	10 000 €	5 000 €
Durée minimum	12 mois		
Durée maximum	60 mois		
Bonification 100%	x		

PSB	Prêts « Accompagnement à la vie quotidienne »			
	achat réparation voiture	changement situation familiale	frais d'études	frais de justice
Montant minimum	400 €			
Montant maximum	5 000 €	5 000 €	7 500 €	5 000 €
Durée minimum	12 mois			
Durée maximum	60 mois			
Bonification 2%	x			
Bonification 3%	x			
Bonification 100%	si le taux de référence contractuel est strictement inférieur au taux de bonification accordé			

PSB	Prêts « Amélioration du cadre de vie »				
	dépôt de garantie	déménagement	double loyer	renovation résidence principale	équipement ménager
Montant minimum	400 €				
Montant maximum	5 000 €				
Durée minimum	12 mois				
Durée maximum	60 mois				
Bonification 2%	x				
Bonification 3%	x				
Bonification 100%	si le taux de référence contractuel est strictement inférieur au taux de bonification accordé				

14.3 Procédure de mise en œuvre des prêts bonifiés

A la demande du bureau de l'action sociale individuelle et collective (ASIC), le titulaire anime des webinaires d'information sur le dispositif des prêts bonifiés à destination des agents susceptibles d'en bénéficier (présentation et temps d'échange questions/réponses).

Par ailleurs, il met à disposition une application de simulation des emprunts pour connaître les mensualités d'un emprunt et il met en place un accueil des agents souhaitant réaliser des simulations de prêts immobilier, de capacité d'emprunt et de montage financier pour concrétiser leurs projets. L'offre du titulaire présente l'application de simulation des emprunts mise disposition dans le cadre du présent accord-cadre et précise les modalités d'accueil des agents.

La procédure de mise en œuvre des prêts bonifiés se déroule en 4 étapes.

14.3.1 Constitution du dossier de demande d'autorisation administrative auprès de la DGAC

L'agent constitue son dossier de demande d'autorisation administrative de dépôt de prêt auprès de la DGAC, conformément aux notes internes de la DGAC relatives au dispositif des prêts bonifiés.

14.3.2 Délivrance de l'autorisation administrative de dépôt de prêt par la DGAC

Après étude administrative du dossier de l'agent, le cas échéant, le bureau de l'action sociale individuelle et collective (ASIC) transmet à celui-ci une autorisation administrative de dépôt de prêt (numérotée, datée et signée), certifiant son éligibilité au dispositif ainsi que les caractéristiques du prêt, notamment :

- Le nom et le prénom du demandeur, et le cas échéant, du co-emprunteur
- Le numéro et la date de notification du présent accord-cadre
- Le type de prêt bonifié ainsi que la nature de l'opération à financer
- Le cas échéant, la localisation de l'opération à financer
- Le montant du prêt autorisé
- La durée de remboursement du prêt
- Le taux de la bonification prise en charge par la DGAC
- Le taux de référence contractuel en vigueur à la date de l'établissement de l'autorisation
- Le taux emprunteur, qui correspond au taux de référence contractuel diminué du taux de la bonification
- Le numéro d'identification intra-communautaire de la DGAC (FR 29 120 064 019)
- Un coupon à signer par l'agent demandeur, et le cas échéant le co-emprunteur, autorisant le titulaire à lever la confidentialité des données nécessaires à l'instruction de la demande de prêt

Cette autorisation administrative est valable 6 mois à compter de sa date d'émission. Elle a valeur de bon de commande émis par la DGAC. Néanmoins si l'agent choisit de ne pas donner suite à sa demande de prêt dans le

délai de validité de l'attestation ou si le prêt n'est pas accordé par le titulaire, l'attestation devient caduque et à ce titre, aucune bonification n'est due ni versée par la DGAC.

14.3.3 Constitution et dépôt du dossier de demande de prêt auprès du titulaire

L'agent en possession d'une autorisation administrative de dépôt de prêt, constitue son dossier de demande de prêt directement auprès du titulaire.

Le cas échéant, le taux de référence du prêt accordé par le titulaire est le taux d'intérêt contractuel en vigueur à la date de réception par le titulaire, du dossier de demande de prêt comportant une autorisation administrative de dépôt de prêt valide délivrée par la DGAC.

L'offre du titulaire détaille les modalités pour la constitution des dossiers de demande de prêt, pour chaque type de prêt (PIB, PTB, PSB). Elle comporte notamment un dossier vierge de demande de prêt pour chaque type de prêt et elle précise les différentes possibilités de transmission des dossiers : transmission postale ou remise en agence en version papier, transmission par mail, dépôt sur une plate-forme sécurisée de partage de documents ou sur un site internet, ... Dans un souci de protection de l'environnement, une solution allégeant les flux numériques est à rechercher.

Le titulaire est responsable de l'information des agents quant à ces modalités et il assure le support (aide en ligne, téléphone, ...) en cas de difficultés rencontrées. Il veille également à ce que le coupon relatif à la levée de confidentialité figurant dans l'autorisation administrative de dépôt de prêt, soit signée par le demandeur (et le co-emprunteur le cas échéant).

14.3.4 Attribution ou refus du prêt par le titulaire

Le titulaire prend une décision d'attribution ou de refus de prêt en application de ses propres critères et, le cas échéant, en conformité avec l'autorisation administrative de dépôt de prêt délivrée par la DGAC.

Néanmoins le titulaire ne peut pas refuser un prêt (PIB, PTB, PSB) au motif de la non-domiciliation bancaire du salaire du demandeur sur un compte ouvert chez le titulaire ou un de ses partenaires. Il ne peut pas non plus refuser un PIB ou un PTB pour les motifs suivants : souscription d'un prêt principal dans un autre établissement ; refus d'octroi d'un prêt principal par le titulaire.

La décision d'attribution d'un prêt, qui s'effectue à partir de critères financiers et du motif du prêt, appartient au titulaire, qui devient le seul organisme interlocuteur de l'agent. Toutes les questions concernant les modalités et les délais de versement du prêt, sont traitées directement entre l'agent et le titulaire.

Le titulaire informe mensuellement la DGAC de toute délivrance ou refus de prêt (tableaux récapitulatifs par type de prêt). Cette information fait courir les délais conformément à l'article « Délais d'exécution » du présent CCP.

14.4 Dispositions relatives à la gestion des prêts bonifiés

14.4.1 Assurance

Dans le cadre d'un PIB, l'emprunteur et le cas échéant le co-emprunteur, ont l'obligation de souscrire un contrat d'assurance couvrant les risques Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité Totale de Travail.

Dans le cadre d'un PTB ou d'un PSB, l'assurance sur le capital emprunté est facultative.

L'offre du titulaire contient une proposition détaillée de contrat d'assurance sur le capital emprunté, pour chaque type de prêt (PIB, PTB, PSB), avec un modèle de bulletin de souscription. Les modalités de variation du taux de cette assurance y sont décrites ainsi que les conditions d'acceptation de la souscription d'un contrat équivalent auprès d'un autre organisme.

Les montants dus au titre de l'assurance ne sont pas pris en compte dans le calcul de la bonification versée par la DGAC.

14.4.2 Pilotage et contrôle de la bonne exécution des prestations

Le titulaire transmet par mail au représentant de l'acheteur, un tableau (de type tableur Excel) récapitulatif, par type de prêt (PIB, PSB, PTB), des dossiers de demande de prêt :

- Mensuellement (au plus tard le 10 du mois) pour les PIB et PTB, et trimestriellement pour les PSB
- Annuellement, au plus tard le 10 janvier de l'année n+1 (par exemple, le tableau récapitulatif de l'année 2025 est à transmettre au plus tard le 10 janvier 2026)

Ces tableaux récapitulatifs comportent à minima les informations suivantes :

- Le nom de l'emprunteur et du co-emprunteur ainsi que leur date de naissance et leur âge
- La date de réception par le titulaire, de la demande de prêt transmise par l'agent disposant d'une autorisation administrative (cette date permettant de déterminer le taux de référence définitif du prêt)

- Le numéro et la date de l'autorisation administrative de dépôt de prêt transmise par l'agent
- La nature de l'opération financée (exemples : achat immobilier, rachat de soultte, travaux, frais d'étude, achat d'une voiture, ...)
- La durée du prêt
- Le montant du prêt
- Le taux de référence définitif du prêt (qui peut être différent de celui indiqué sur l'autorisation administrative lorsqu'une révision des taux intervient entre la date d'établissement de l'autorisation et la date de réception par le titulaire, de la demande de prêt)
- Le montant total des intérêts
- Le taux emprunteur, qui correspond au taux de référence diminué du taux de la bonification
- Le taux de la bonification
- Le montant de la bonification
- La date d'émission de l'offre préalable de prêt établie par le titulaire, ou la date de la décision de refus du prêt par le titulaire
- La date de décaissement du prêt

14.4.3 Garantie et impayés

La DGAC décline toute responsabilité dans l'exécution des contrats de prêts avec ses agents et le remboursement des sommes dues. Aucune garantie n'est apportée par la DGAC et le titulaire fait son affaire personnelle du recouvrement des prêts et de toutes sommes dues par l'emprunteur.

L'offre du titulaire précise la procédure mise en place ainsi que les frais facturés à l'agent en cas de difficultés de recouvrement des sommes dues.

14.4.4 Cumul de prêts bonifiés

Un agent ou couple d'agents, ne peut pas bénéficier simultanément de plusieurs PIB ou PTB. Néanmoins le dispositif des prêts bonifiés permet d'accéder à des prêts successifs pour un même bien immobilier dans la mesure où le prêt précédent est entièrement remboursé.

Les PSB ne sont pas cumulables entre eux, à l'exception du prêt pour frais médicaux et achat de matériel spécialisé, du prêt pour dépôt de garantie et du prêt pour frais d'études qui peuvent être cumulés avec un autre PSB.

Il est par ailleurs admis le cumul simultané de plusieurs prêts pour frais d'études, dans la limite d'une somme totale empruntée de 15 000 euros.

14.4.5 Transfert du prêt

Un prêt bonifié (PIB, PTB, PSB) ne peut en aucun cas être transféré à une tierce personne.

L'offre du titulaire indique si en cas de vente du bien financé par un PIB, le transfert du prêt sur une nouvelle acquisition de résidence principale peut être accepté. Le cas échéant, elle précise les conditions et les modalités mises en œuvre pour la réalisation d'une telle opération.

14.4.6 Remboursement anticipé du prêt

L'emprunteur peut, à tout moment et par anticipation, rembourser la totalité du solde de son prêt ou procéder à un remboursement partiel de son prêt.

Dans ce cas de figure, la bonification versée par la DGAC demeure la propriété du titulaire dans sa totalité. En contrepartie, le titulaire ne peut pas demander le paiement de frais ni appliquer de pénalités financières. Le remboursement du prêt, total ou partiel, est totalement gratuit pour l'emprunteur.

L'offre du titulaire précise, pour chaque type de prêt (PIB, PTB, PSB), les conditions et modalités mises en œuvre pour un remboursement anticipé total et pour un remboursement anticipé partiel.

14.4.7 Frais divers et caution

Aucun frais de quelque nature que ce soit (frais de dossier, de gestion, de transfert de prêt, de remboursement anticipé, ...), ni aucune caution, ne peut être exigé par le titulaire auprès de l'agent ou de la DGAC.